

## GRÈVE DU SECTEUR DES COMMUNES

## Le syndicat annonce une importante mobilisation

**Le Syndicat du secteur des communes (Snapap) a repris, hier, sa grève cyclique ouverte de trois jours tous les quinze jours. Le syndicat, qui annonce une importante mobilisation des communaux, a décidé de reconduire son mouvement de protestation les prochaines semaines, après la réunion de son bureau fédéral ce vendredi.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Le bureau de la Fédération nationale du secteur des communes affilié au Snapap s'est réuni ce vendredi 15 juin afin d'évaluer la grève cyclique observée par les travailleurs communaux.

Le syndicat a entamé il y a plusieurs semaines un mouvement de protestation cyclique dénonçant le mutisme de la tutelle et la non-satisfaction de sa plate-forme de revendications. Selon M. Aït Khelifa, secrétaire général de la Fédération, la tutelle n'a pas réagi à ce jour aux multiples appels de la base.

Le syndicat a, ainsi, décidé de poursuivre sa grève de trois jours

cycliques toutes les deux semaines, tous les lundi, mardi et mercredi. Le syndicat prévoit aussi de tenir son congrès national entre le 1<sup>er</sup> et le 15 juillet.

Les syndicalistes ont dénoncé la violation du droit de l'exercice syndical et les tentatives d'intimidation depuis le début du mouvement de protestation. «Nous n'avons, en fait, eu que de fausses promesses concernant la révision du statut particulier et du régime indemnitaire, il y a aussi eu des manœuvres visant à démobiliser les travailleurs», explique M. Aït Khelifa.

Les syndicalistes déplorent également la restriction des libertés syn-



Les communaux dénoncent le mutisme de la tutelle.

dicales et du droit des travailleurs à adhérer aux syndicats indépendants.

Le Snapap tire, par ailleurs, la son-

nette d'alarme concernant la détérioration du pouvoir d'achat et des

conditions de travail des contractuels

et des travailleurs à contrat à durée déterminée. Il revendique en premier lieu le respect des libertés syndicales, le droit de grève, la réintégration de tous les syndicalistes suspendus de leurs postes de travail, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs des communes en fonction de la cherté de la vie ainsi que l'ouverture des portes du dialogue au niveau local et central.

Il exige aussi sa participation à la révision du statut et du régime des primes et indemnités spécifiques aux travailleurs du secteur des communes. Il revendique aussi la priorité à l'intégration de tous les contractuels à leurs postes de travail, que soient revus les statuts particuliers des corps communs et des travailleurs professionnels, des chauffeurs et des gardiens et, enfin, l'annulation de l'article 87 bis de la loi 11/90.

**F.-Z. B.**

ENFANTS DIABÉTIQUES  
NON ASSURÉS

## Ould Abbès promet de se pencher sur le problème

La frange des enfants diabétiques dont les parents ne sont pas assurés semble constituer une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics. Le ministre par intérim du Travail et de la Sécurité sociale, Djamel Ould Abbès, promet de se pencher sur le problème. «Nous allons nous pencher sur cette question afin de trouver rapidement une solution à ces enfants malades», a-t-il déclaré, hier à Alger.

Prenant part à une rencontre de sensibilisation sur le «diabète et le Ramadan», le ministre a rappelé que l'Algérie compte 3,4 millions de personnes atteintes de diabète, soit 8 à 9% de la population. Des chiffres qu'il a qualifiés d'«effarants». Dans son intervention, le P<sup>r</sup> Mimouni du service de diabétologie du CHU Mustapha-Pacha a mis en garde contre les risques du jeûne chez le patient diabétique. «Le diabète est une affection difficile à contrôler, et son traitement est fortement perturbé pendant le Ramadan. Chez le diabétique surtout de type 2, le jeûne entraîne de graves complications, telles que l'hypoglycémie, la déshydratation et le déséquilibre glycémique», explique-t-elle. Elle préconise ainsi de se fier à l'avis du médecin traitant, concernant l'interdiction du jeûne.

Quant aux diabétiques autorisés à observer le jeûne, il sera question de subir des examens et des contrôles médicaux avant et après le mois de Ramadan. Pour l'expert au ministère des Affaires religieuses, Rabah Mrabtin, le médecin traitant est considéré comme le «mufti» pour ses malades. Et d'expliquer : «Seul le médecin connaît réellement l'état de santé de ses malades diabétiques.» De son côté, le P-dg des laboratoires Novo Nordisk Maghreb, Jean-Paul Digny, a affirmé que seules 27% des personnes interrogées pensent que les diabétiques ne doivent pas jeûner pendant le Ramadan. «Ce chiffre passe à 37% chez des sujets interrogés ayant le diabète», dit-il. Toutefois, il a déploré le manque d'études cliniques sur l'impact des traitements médicamenteux chez les personnes atteintes de diabète et qui observent le jeûne durant le mois de Ramadan.

**Rym Nasri**

CONSIDÉRANT AVOIR ÉTÉ INJUSTEMENT ÉCARTÉS  
DE BOURSES À L'ÉTRANGER

## Colère des enseignants chercheurs

**Des enseignants-doctorants candidats à des bourses résidentielles à l'étranger de long séjour crient à une injustice dont ils disent être victimes.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Ils sont cinq maîtres-assistants de la Faculté des sciences politiques et de l'information de l'Université III d'Alger à crier à une injustice consécutivement au rejet de leurs dossiers de bourses de longue durée à l'étranger aux fins de finalisation de leurs thèses de doctorat et ce, à l'ultime phase du long et laborieux processus de sélection. Et c'est ce dernier détail qui semble faire plus de mal aux concernés pour qui cet ajournement de toute dernière minute, inhabituel, puisque, affirmera l'un d'eux, Djamel Djanane en l'occurrence, «jamais pareil ajournement n'est intervenu à la dernière étape, celle de l'entretien où, souvent, il a toujours été le cas du choix de l'option du séjour, 6, 12 ou 18 mois, pas plus».

Et parce que le recours «conseillé» déposé auprès de la tutelle n'a pas été pour changer l'avis du jury qui a assuré le fameux entretien le 8 mai dernier, quoi comme recours pour

ces mécontents que la contestation. En effet, les enseignants-chercheurs recalés ont observé, ce lundi, pour la seconde fois consécutive, un sit-in devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Un sit-in qui n'a pas drainé les grandes foules puisque, comme le reconnaîtra Djamel Djanane, il fallait compter avec la période des délibérations de fin d'année universitaire, mais suffisant, selon lui, pour interpeller les consciences. Car pour notre interlocuteur, il s'agit bel et bien «d'une injustice caractérisée» lui qui affirmera avoir passé, en compagnie de quatre de ses collègues et avec succès toutes les étapes de sélection, s'étonnant qu'ils soient recalés à l'ultime étape.

Et de préciser qu'à ce stade ultime du long processus de sélection, jamais un rejet n'a été enregistré par le passé puisque, précisera-t-il, «il s'agissait le plus souvent de

discuter de la durée de la bourse, 6, 12 ou 18 mois».

Et pas que cet «impair» puisque les doctorants privés d'une bourse à l'étranger parlent d'une autre «anomalie» qu'ils mentionnent dans leur lettre de recours à la tutelle où ils relèvent que «le jury de l'expertise est composé de membres issus de disciplines ne relevant pas du même champ de recherche». Pis encore, témoignera Djanane, le commentaire qui leur a été fait à leur mécontentement : «vous êtes encore jeunes, vous pouvez attendre l'année prochaine.»

Et de s'interroger sur les intentions de l'expert examinateur Fouad Bouguetta, doyen de l'Université de Annaba, qui

rejette sans motif leurs dossiers, qualifiant, au passage, de draconiens, certains des préalables comme la condition d'un encadreur de haut niveau (rang magistral), accord d'un laboratoire universitaire et la convention d'accueil en ce qui concerne la France.

Le comble pour Djanane, qui n'exclut pas le recours à d'autres formes extrêmes de protestation, évoquant une éventuelle grève de la faim si leur cri ne trouve pas d'oreille attentive, c'est que «cette année, ce ne sont pas moins de 500 bourses pour les doctorants qui sont accordées par l'Etat au moment où seulement la moitié des postulants est enregistrée».

**M. K.**

## Précisions d'Air Algérie

Suite à l'article paru sur *Le Soir d'Algérie* du 25 juin 2012, intitulé «Air Algérie - Une grève de deux heures paralyse le trafic aérien», il est à préciser qu'aucune grève n'a eu lieu, sauf un mécontentement du personnel de la maintenance exprimé durant quelques minutes.

S'agissant des augmentations, la décision remontant à plus d'une année, vient d'être avalisée par le conseil d'administration et n'a aucun effet rétroactif.

L'augmentation en question concerne la prime de responsabilité des cadres (directeurs et sous-directeurs), qui n'a pas été augmentée depuis 2006. Pour le reste, le dialogue avec les différents partenaires sociaux est permanent.

## ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

## Les administrateurs doivent être davantage réactifs

**Les administrateurs des entreprises du secteur public notamment industriel, doivent être réactifs, davantage qu'ils ne le sont, et d'autant qu'ils sont responsables économiquement mais aussi pénalement et civilement.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Sur initiative du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPMEPI) et en partenariat avec le programme algéro-européen d'appui aux PME et à la maîtrise des technologies de l'information et de la communication PME II, un Guide de l'administrateur a été élaboré et est en cours de diffusion. Hier, lors d'une rencontre organisée à l'hôtel El Djazaïr (ex-Saint-George), à Alger, ce guide a été soumis à la réflexion et à l'enrichissement, dans la perspective d'une version affinée d'ici le mois de novembre 2012. Et d'autant que le Guide de l'administrateur fait partie d'une série de manuels pratiques dont le code de bonne gouvernance, réalisé en 2009 sous l'égide du Cercle

d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et la Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale. Ainsi, ce guide vise, selon une experte en droit international, M<sup>me</sup> Kebache Nadja, à «éclairer» les gestionnaires et administrateurs des sociétés par actions, en particulier celles du secteur public notamment industriel sur leurs mandats, droits et obligations. Ce guide aide en fait les administrateurs à maîtriser le cadre législatif et réglementaire qui régit leur activité, assimiler leurs missions et mieux répondre à ce qui est attendu d'eux en termes de management économique et juridique. En d'autres termes, ce guide participe à «la mise à niveau» des administrateurs, dira Mohamed Salah Aouadi, directeur général au MIPMEPI, chargé de la gestion du secteur public marchand qui compte 18 Sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP) et 430 entreprises sous forme de SPA.

Or, nombre d'administrateurs publics méconnaissent leurs missions, droits et obligations, managent peu ou prou et manquent de réflexes

et de réactivité lors des réunions des conseils d'administration notamment. «Ce ne sont pas tous les administrateurs qui ont ces réflexes», assure la juriste sus-citée et qui laisse entendre que les vrais administrateurs n'existent pas ou sont en petit nombre et que les administrateurs de «complaisance» n'ont pas de raison d'être. Or, les administrateurs publics, en charge du management de deniers publics et de responsabilités «lourdes», doivent être davantage réactifs.

Certes, des considérations matérielles et subjectives influent sur la capacité d'agir des gestionnaires. Néanmoins, ces derniers ne doivent pas «se contenter d'être passifs», relève M<sup>me</sup> Kebache mais doivent agir et réagir avant, pendant et après la tenue des conseils d'administration, concernant notamment le suivi des décisions, la gestion des comptes financiers et l'appréciation, voire la dénonciation de toutes irrégularités. Et dans la mesure où les administrateurs publics, comme ceux à propre compte (secteur privé), «sont responsables civilement, pénalement et fiscalement, individuellement et

solidairement» comme le rappellera cette juriste. Ainsi les dispositions civiles et pénales en vigueur, le code de procédure fiscale et la loi de 2006 relative à la lutte contre la corruption et le blanchiment sanctionnent les actions contraires à l'intérêt de la société et autres infractions diverses comme l'abus de biens sociaux, la répartition de dividendes fictifs, la concussion, les manœuvres frauduleuses, l'inobservance des règles...

Et cela même si le code de commerce algérien, qui date des années 1960, ne contient pas de procédures relatives à une gestion contemporaine d'un conseil d'administration d'une société par actions selon M<sup>me</sup> Kebache qui préconise l'élaboration d'un code de bonne gouvernance propre à chaque entreprise.

De même, cette juriste propose la création de centres de formation sur la gestion des conseils d'administration en vue d'améliorer les compétences des administrateurs algériens pour mieux défendre les intérêts du pays au sein des entreprises mixtes (capitaux algéro-étrangers).

**C. B.**